



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°108 – Vendredi 05 février 2000.

RENDEZ-VOUS SAMEDI A 15H.

Dans ce numéro

- 1- Rendez-vous Samedi à 15h
- 2- Irlande, Février 2000
- 3- Après Seattle
- 4- Sur l'éducation.
- 5- Sur l'éducation populaire
- 6- Rendez-vous avec ATTAC.

En bref...

Rendez-vous le samedi 5 février à 15h00 à Nantes, Paris, Toulon et ailleurs en France. La mobilisation autour de la marée noire provoquée par TotalFinaElf est aussi une occasion pour montrer notre détermination à arrêter la « fatalité » mise en place par les régulations libérales du fonctionnement de nos sociétés. (Lire Rendez-vous Samedi à 15h). En Irlande ATTAC témoigne de l'évolution de la société, de sa destruction programmée par la volonté de profit. Que se cache-t-il derrière les indices macro-économiques au « beau fixe » (Lire Irlande, février 2000). Revenu d'un séminaire international qui s'est tenu au Mexique, Christophe Aguiton, animateur du groupe international d'ATTAC, nous livre une analyse très précise des forces en présence après Seattle. (Lire Après Seattle). L'éducation, comprise dans l'agenda incorporé qui va être à la base des prochaines négociations à Genève de l'OMC ne cesse d'attiser les convoitises (Lire Sur l'éducation). ATTAC pour comprendre et pour agir, ATTAC mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action... (Lire Sur l'éducation populaire).

Rendez-vous Samedi à 15h

Les bénéfiques aux pétroliers
Le littoral dans l'pétrole
Pas d'accord.

Différentes manifestations et actions sont organisées en France demain, samedi 05 février à 15h00.

Vous pouvez contacter un groupe local près de chez vous pour obtenir plus d'informations :
<http://attac.org/fra/annu/>

NANTES. Manifestation.
15h00 – allée Brancas
- Départ du Mans. 11h00. Car. Rendez-vous place des Jacobins côté jet d'eau. (participation 50FF)
- Départ de Rennes. 11h00. Train. Gare de Rennes. (train gratuit)
- Départ de Brest. Car. 02 98 46 08 78 ou 02 98 46 22 73
- Départ de Quimper, Quimperlé, Concarneau. Car. 02 98 59 57 34

Pour toutes informations sur la manifestation de Nantes. Merci de contacter attac44@attac.org
Appel à manifester :
<http://attac.org/fra/grou/doc/44/4423.htm>

PARIS. Manifestation.
15h00 – Tour Total – La Défense.
Le plein de profit est contre nature
Un plein de super profit, un littoral en moins
Sous le profit Total, la plage
Un profit Total, une marée noire en plus
Tous les groupes locaux d'Ile de France sont mobilisés. Pour plus d'informations, merci de les contacter.
<http://attac.org/fra/grou/doc/75.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/77.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/78.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/91.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/92.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/93.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/94.htm>
<http://attac.org/fra/grou/doc/95.htm>
Appel à manifester :
<http://attac.org/fra/grou/doc/75/754.htm>



attac

TOULON. Rassemblement.
15h00 – Devant la Préfecture maritime.
Plus d'informations toulon@attac.org

Il est important d'être présent, d'agir...
TotalFinaElf est à plus petite échelle une démonstration grandeur nature de ce que nous promet l'OMC dont le Conseil général se réunira le 07 février prochain à Genève.

L'esprit dans lequel l'Organisation Mondiale du Commerce travaille nous prédestine à subir toujours plus, sous prétexte d'une plus grande liberté des actionnaires et de la finance dans le monde. Les atteintes à l'environnement, à la vie des personnes, le mépris de tout ce qui peut constituer les sociétés, ne sont pas des fatalités. Nous y pouvons quelque chose. Aujourd'hui, faire entendre notre voix. Dans les semaines à venir montrer du doigt, réfléchir, apprendre, bref se remettre au travail...

A demain donc, 15h00, là où vous pourrez être.

Irlande, Février 2000

What need you, being come to sense,
But fumble in a greasy till
And add the halfpence to the pence
And prayer to shivering prayer, until
You have dried the marrow from the bone;
For men were born to pray and save:
Romantic Ireland's dead and gone,
It's with O'Leary in the grave.
(W.B. Yeats, September 1913)

L'économie irlandaise a connu une croissance d'environ 10,5% l'année dernière et les prévisions pour 2000 sont de 9% selon ABN Amro Stockbrokers.

Les investissements dans les fonds gérés ont connu une hausse vertigineuse en dépit des avertissements du secteur de l'industrie lui-même. Dans sa campagne de publicité actuelle, UBIM (la Banque de l'Ulster pour les gestionnaires d'investissements) prévient : « Il faut être visionnaire pour prévoir les événements futurs ». On attend l'association probable d'UBIM avec un grand groupe international de gestion des fonds. Dans le même temps, les usines de textile ferment partout, au nord comme au sud.

Au Nord :
- A County Down, Regency Spinners, une manufacture de tapis va licencier 78 employés.
- A Ballygowan, Killinchy et Newtownards, le groupe Lamont a mis 265 employés en préavis

de licenciement à cause du surnombre du personnel.

- Marks et Spencer a mis un terme au contrat le liant au fournisseur de vêtements William Baird, ce qui met ainsi en danger les emplois de 500 personnes à Bangor et Newtownards.

Au Sud, le gouvernement irlandais a tenu une réunion le 19 janvier dernier à Co. Roscommon, une région dans laquelle l'industrie textile traditionnelle est en complet désarroi :

- 112 travailleurs vont perdre leur emploi dans l'usine de Barbour Threads à Longford.
- L'usine Burlington a fermé l'année dernière, causant ainsi la perte de 600 emplois.
- 300 emplois sont menacés par la fermeture, prévue le mois prochain, de l'usine de textile Hawkesbery à Co.Louth.

Certains considèrent que tout cela participe de la globalisation.

En décembre, dans le "Dail", un député a demandé pourquoi les nouveaux uniformes de l'armée seront confectionnés en Chine et en Roumanie. Comme c'était prévisible, le directeur exécutif de Westport Clothing
- l'entreprise qui a remporté le contrat
- a expliqué par la suite que cela reviendrait moins cher car les coûts du travail étaient plus faibles là-bas qu'en Irlande.

Notre propre ministre du Commerce et de l'Emploi, Mary Harney, a fait même remarquer l'année dernière aux salariés licenciés de Fruit of The Loom, à quel point cela revenait moins cher d'employer des travailleurs marocains.

Ainsi, alors que l'Irlande est « inondée » d'argent, la situation des travailleurs du textile n'est toujours pas prise en compte. Après tout, la solution ne se trouve-t-elle pas dans leurs propres mains ? Ils ont le choix : soit travailler pour un salaire égal à ceux du Tiers-Monde, soit se retirer pour travailler dans les technologies de l'information.

Mais ne vous inquiétez pas, on surveille l'évolution de tous ces sujets : investissements et projet de referendum au sujet des lacunes de la loi sur l'avortement (pour celles qui ne peuvent se permettre le voyage discret à l'étranger).

Claudine, Attac-Irlande. ireland@attac.org
Paru dans ATTAC Weekly Newsletter n° 19
Traduction : Clémence Parente. Groupe de traducteurs bénévoles coordintrad@attac.org

Après Seattle.



attac

Quelques éléments sur la situation au Mexique

La situation est marquée à la fois par une reprise des luttes et par un très grand éclatement entre les différents acteurs, sociaux comme politiques.

La reprise des luttes est manifeste chez les salariés (avec des grèves, la lutte des électriciens contre la privatisation et la recomposition syndicale) et surtout dans la jeunesse, avec la grève de l'UNAM. Cette université est probablement la plus grande du monde (plus de 500 000 étudiants) et la grève a commencé, il y a 9 mois, autour de plusieurs revendications, dont l'essentiel était le refus de l'introduction de droits d'inscriptions conséquents. La question des droits était particulièrement sensible dans une société où, parallèlement à une reprise économique réelle depuis 2 à 3 ans, les inégalités s'accroissent, avec près de la moitié de la population qui vit dans la pauvreté. Cette grève était, dès le début, isolée des milieux intellectuels et de la gauche traditionnelle (PRD, ou journaux comme " La Jornada "). La direction de la grève était le fait de ce que les journaux ont appelé les " ultras ", des militants radicaux (anarchistes et trotskistes d'obédience moréniste) qui ont animé la grève de façon hyper démocratique (AG permanentes, délégations tournantes, etc.) mais avec une logique marquée par le sectarisme et une politique ultra-gauche qui a accentué l'isolement de la grève. Quand je suis parti, la grève semblait dans une situation difficile, l'isolement étant d'autant plus marqué que celle-ci prenait de plus en plus un caractère " de classe ", les plus pauvres restant dans l'action, mais dans l'incompréhension et le rejet de nombreux secteurs de la société.

L'autre point de focalisation de la situation au Mexique est le Chiapas et le mouvement zapatiste. Les derniers mois ont vu l'armée accentuer sa pression sur les zones sous influence zapatiste, sans pour autant aller jusqu'au bout de la logique répressive. On peut penser que l'approche des élections présidentielles (juillet 2000) obligera le pouvoir à une certaine prudence, le prestige et le soutien populaire au zapatisme étant extrêmement fort.

Plus compliquée est la situation du FZLN. Celui-ci avait été lancé, sur l'initiative des militants du Chiapas, pour favoriser une recomposition sociale et politique dans le pays en profitant de l'extraordinaire impact du soulèvement zapatiste. La création du FZLN avait suscité beaucoup d'espoir et permis de regrouper, sur

tout le territoire mexicain, un bon nombre de militants, issus, pour la plupart, de groupes et organisations de gauche. La croissance du FZLN n'a cependant pas été à la hauteur de ces espoirs. Une des raisons tient probablement à la distance des situations d'une région à l'autre du pays, du Chiapas indien à la mégapole de Mexico en passant par les zones d'industrialisation du nord, les " maquiladoras ". Mais il faut tenir compte également d'une difficulté réelle du zapatisme qui a été, d'un côté, obligé d'affirmer ne pas être postulant au pouvoir dans le pays, tout en construisant un outil de type politique. Cette contradiction, à laquelle s'ajoute la priorité absolue donnée au soutien au Chiapas, a amené le Front à s'abstraire des luttes et conflits strictement politiques et partidaires, mais aussi à limiter ses prises de position pour ne pas s'aliéner des soutiens indispensables à l'EZLN. L'utilité du Front est manifeste pour tout ce qui touche à la solidarité avec le Chiapas, elle l'est moins pour ce qui est de la recherche d'une réelle alternative pour le pays.

Pendant mon séjour, j'ai rencontré le Front, des intellectuels de la gauche du PRD (comme Adolfo Gilly) et le " réseau de lutte contre le libre-échange ", le RMALC, créé, il y a quelques années, à l'occasion de la signature de l'ALENA, l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Il s'agissait de discuter avec les militants mexicains de l'impact de Seattle et de l'implication possible de ces réseaux dans les initiatives et les débats internationaux.

Le FZLN est convaincu de l'importance de Seattle et des responsabilités qui en découlent pour les mouvements sociaux. Leur implication est importante pour le Mexique, mais aussi sur le plan international, à cause de l'impact de leur mouvement. Ils sont d'accord, à la seule réserve des temps nécessaires aux consultations, pour être signataires des appels et partie prenante des réunions qui seraient organisées cette année.

Le RMALC est un réseau de structures, un peu comme la CCC-OMC, qui regroupe des forces syndicales (en particulier le FAT), des associations écologistes, des structures comme le CILAS, des militants du PRD et des intellectuels, économistes surtout. Le RMALC avait organisé un débat, au Sénat, pour présenter ATTAC et discuter de suites de Seattle.

Leur préoccupation est de deux ordres : participer aux initiatives prévues pour cette année (un d'entre eux sera à l'AG de la CNUCED



attac

à Bangkok en février), et réagir (le FZLN avait la même préoccupation) à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mexique ; un sénateur du PRD présent a proposé un appel commun de parlementaires pour dénoncer les dangers d'un tel accord.

Quelques éléments sur le mouvement syndical américain et " Labor Notes ", après Seattle

Le mouvement syndical américain a joué un rôle très important dans les mobilisations de Seattle, la convergence syndicats et associations a été le facteur décisif pour assurer le succès de celles-ci.

Cette présence est le résultat d'une évolution longue de l'AFL-CIO, menacé par une érosion comparable à celle que nous pouvons connaître en Europe, évolution qui a connu un tournant en 1995 quand l'équipe dirigée par John J. Sweeney a gagné la majorité de la confédération. Il ne faudrait cependant pas avoir une vision idyllique de ce syndicalisme. Deux difficultés pèsent sur le processus. Il s'agit à la fois de la résistance d'un appareil très bureaucratique, à forte tradition anticommuniste et aux intérêts matériels importants (les dirigeants syndicaux ont souvent, comme les dirigeants d'entreprises, de gros salaires liés à leur " performance ") et du lien traditionnel, et encore bien vivant, entre les directions syndicales et l'équipe dirigeante du parti démocrate. Les deux difficultés se combinent : un des syndicats le plus puissant et où la gauche a les points d'appui les plus solides, les Teamsters, a vu ainsi le fils Hoffa gagner le dernier congrès en s'appuyant sur les compromissions de l'équipe antérieure avec l'administration Clinton.

Ces difficultés ont pesé sur Seattle ; pas sur la mobilisation, mais sur le sens de la présence syndicale et, donc, sur l'impossibilité de réaliser, sur place, une coordination des mouvements présents donnant des perspectives en terme d'orientation et de mobilisation. Étaient présents, sur place, les secteurs gauches du syndicalisme (surtout ceux de Seattle, cf. plus loin), mais aussi Sweeney et Hoffa, ceux-ci étant porteurs d'orientation très différentes de celles qu'ATTAC ou d'autres mouvements peuvent porter : certains portaient une orientation protectionniste et isolationniste, en phase avec une forte tradition de la droite américaine, pendant que la direction de l'AFL-CIO, tout en s'impliquant très positivement dans la mobilisation, portait une orientation " réformiste " en phase avec les préoccupations de l'administration Clinton. Ainsi, lors de la réunion des différents mouvements et syndicats du

continent américain qui s'est tenu à Toronto un mois avant Seattle, une divergence très profonde a séparé les syndicats (dirigés par l'AFL-CIO) qui voulaient limiter les revendications à l'adoption d'un volet social aux accords de l'OMC, volet incluant un certain nombre de normes sociales, pendant que les autres mouvements, paysans, indiens et forces démocratiques voulaient une dénonciation plus globale de l'OMC et de la " globalisation ".

Dans ce contexte, la présence des militants de la gauche syndicale dans ce processus de mobilisation internationale est très importante. Elle seule permettra d'avoir des interlocuteurs ayant des vues proches de celles que nous pouvons défendre avec les militants des pays du Sud.

Cela n'allait pas de soi. La gauche syndicale américaine est à la fois importante, mais assez éclatée, le réseau le plus important étant probablement celui de " Labor Notes ", une revue installée à Detroit, qui organise aussi des stages de formation et une grande rencontre de débat, qui réunit de 1000 à 2000 militants syndicaux, tous les deux ans. J'avais participé à leur dernière rencontre, fin avril 1999, pour tenter, entre autres, de faciliter le travail commun des deux côtés de l'Atlantique, entre militants syndicaux de gauche dans les campagnes internationales comme la dette, la taxe Tobin ou la lutte contre l'OMC. Si l'on m'avait accueilli gentiment, on m'avait également indiqué que les priorités étaient ailleurs : dans la reconstruction, de long terme, d'un syndicalisme démocratique capable de tisser des liens avec toute la " community ", et les associations de base, le " grassroots movement ". Les militants de gauche privilégiaient le travail à la base, le " rank and file unionism ".

Seattle a changé les choses. Selon Kim Moody (un des principaux dirigeants de Labor Notes, présent au séminaire de Mexico) et les autres interlocuteurs venant des Etats-Unis, l'impact des mobilisations a été très fort dans le syndicalisme, en facilitant l'émergence d'une couche militante syndicale plus jeune (la trentaine) et en permettant les liens entre syndicalistes et les jeunes militants (d'une vingtaine d'année) qui étaient très présents à Seattle. Le lien le plus évident avec les jeunes ne passant pas par " direct action ", le réseau le plus radical qui a beaucoup fait parler de lui à Seattle, mais par ceux de " Clean Clothes ", qui se battent, sur les campus, pour que les industriels du textile, en commençant par ceux qui fabriquent les sweats aux noms des



attac

universités, respectent des conditions de travail décentes, ce qui les a naturellement amenés à travailler avec les syndicats.

Il s'agit maintenant de savoir comment aider à ce que des syndicalistes de gauche puissent participer au mouvement qui pousse à la coordination d'actions et de luttes. Labor Notes va regarder par quelle structure il faudrait passer et quel moment serait le plus favorable, l'idée étant qu'une première réunion ait lieu avant juin, où, nous l'espérons, il sera possible d'organiser une réunion internationale réellement représentative.

Problèmes et perspectives de rassemblement après Seattle

Ces rencontres ont permis des discussions sur les situations des différents pays. Elles ont permis également de pointer quelques difficultés plus générales. Nous ne présenterons ici que deux d'entre elles.

La première porte sur la jeunesse. Si, en France, les mobilisations de la jeunesse ne produisent pas, ou peu, d'organisations militantes stabilisées au moins sur le moyen terme, cela n'est pas le cas dans tous les pays. L'exemple de la grève de l'UNAM entre en résonance avec d'autres mobilisations, à la fois très différentes (les grèves de cette ampleur sont rarissimes et ne peuvent s'expliquer que par un contexte tout à fait particulier, comme la présence de Cauthémoc Cardenas à la tête de l'exécutif local, seul habilité à faire appel aux forces de l'ordre), mais qui présentent aussi de fortes analogies: "Reclaim The Streets" en Grande-Bretagne, "Direct Action" aux Etats-Unis, où, peut être à une moindre échelle, les jeunes des centres sociaux italiens ou des "antifa" allemands. Dans tous les cas, il s'agit de mouvements radicaux, en opposition totale au système, ayant des formes d'action novatrices (Reclaim the Streets en présentant l'exemple le plus abouti) et refusant de rentrer dans le jeu politique traditionnel (inclues les forces politiques d'extrême gauche). Le lien avec les militants de ces nouvelles générations est très important, il est aussi difficile. C'est un des enjeux des rassemblements à construire dans l'année qui vient.

L'autre difficulté, liée à la précédente, porte sur le lien entre mobilisations larges et mouvements plus radicaux. À Seattle, les deux réalités ont coexisté, comme cela avait été le cas, cet été, en Europe, avec la marche mondiale des indiens du Karnataka, soutenue par l'Alliance Mondiale des Peuples (ou People Global Action). Ces

problèmes vont rebondir, comme nous avons pu le voir à Davos, cette année, et comme nous risquons de le voir sur le continent américain: une marche est prévue, partant d'un côté de Panama, de l'autre du Canada, pour converger vers la frontière mexicaine. Nos correspondants mexicains ont déjà été saisis de cette proposition, il leur faudra (comme à nous) trouver les liens entre ce type de mobilisation et des alliances plus larges.

C'est un des enjeux majeurs de la situation des mois qui viennent.

Paris, le 30 janvier 2000
Christophe Aguiton. Animateur du Groupe international d'ATTAC attacint@attac.org

Dernière minute: Christophe Aguiton a été mandaté par ATTAC, la CCC-OMC et la Confédération paysanne pour présenter à nos différents partenaires internationaux lors du contre-sommet de la CNUCED à Bangkok la semaine prochaine, des propositions d'actions unitaires pour les semaines et les mois à venir, qui pourraient correspondre aux rendez-vous fixés par les organisations internationales pour leurs différentes réunions et surtout à la reprise des négociations dans les cadre de l'OMC de l'agenda dit incorporé (Agriculture et Services).

Sur l'éducation.

Les débats autour de la société de l'information, et notamment le projet de loi en préparation sur le sujet, posent une série de questions déjà évoquées à l'occasion du défunt cycle de l'OMC (usage de l'Internet et régulation, commerce électronique, propriété intellectuelle, etc.).

L'Institut de Recherches de la F.S.U. a élaboré en octobre dernier un dossier sur l'OMC et le "marché de l'éducation". Il poursuit ce travail en publiant un dossier sur la société de l'information dans le numéro 8 de sa revue, Nouveaux Regards. Pour toute information sur ce dossier, s'adresser à institut.fsu@wanadoo.fr

Sur l'éducation populaire.

ATTAC : comprendre pour agir contre la dictature des marchés

Par BERNARD CASSEN. Président d'ATTAC

C'est au moment où certains militants, membres ou non de mouvements d'éducation populaire regroupés au sein du CNAJEP (1) s'interrogent sur la pertinence de cette dénomination que, précisément, ATTAC (2) la revendique. Et ce



attac

pour deux raisons. La première est que la grande tradition de l'éducation populaire française, depuis la fondation, en 1866, de la Ligue de l'enseignement, constitue un capital dans lequel toute association peut encore largement puiser. La seconde est que cette dénomination rend fort bien compte de l'une des facettes de l'activité d'ATTAC.

Dans sa plate-forme commune, le CNAJEP rappelait il y a peu l'actualité d'un concept, celui d'éducation populaire, " que certains ont trop vite archivé au rayon des souvenirs, alors que l'actualité nous montre qu'il demeure le lien social indispensable à toute politique de prévention, d'insertion, d'intégration collective et à toute action de création et de communication ". Ce rappel nécessaire ne saurait cependant masquer le fait que les associations et fédérations " historiques ", qui se sont consacrées à la formation à la citoyenneté pendant des décennies, n'ont pas su s'articuler avec les mouvements sociaux de ces dernières années qui, eux, se veulent des acteurs directs de la citoyenneté active, ici et maintenant, sur les terrains les plus divers : des mouvements de chômeurs ou de sans logis à " ceux de de Seattle ", en passant par les sections françaises des grandes ONG internationales (Greenpeace, Amnesty, etc.). Visiblement la mayonnaise n'a pas encore pris entre des structures que tout devrait rapprocher, tant leurs objectifs civiques sont convergents. A son modeste niveau - et c'est là une de ses originalités - ATTAC se reconnaît dans les unes et les autres, et regroupe en son sein des militants et des organisations de chacune de ces catégories.

Il y a à cela une raison bien simple : les grands objectifs d'ATTAC pourraient figurer dans le préambule des statuts de toutes les organisations anciennes et nouvelles visées plus haut. Car, dès lors que " ce sont les marchés qui gouvernent ", comme on nous le ressasse en permanence, le refus de leur dictature constitue un préalable au plein exercice de la démocratie. En luttant, entre autres, pour la taxation des transactions financières (et notamment pour la taxe Tobin), contre les paradis fiscaux, contre le libre-échange débridé prôné par l'OMC qui soumet les faibles au bon vouloir des puissants, pour l'annulation de la dette du tiers-monde, contre le hold-up des multinationales sur le vivant et contre les fonds de pension, ATTAC vise à redonner des marges de manoeuvre au politique, et donc à la capacité d'intervention des citoyens. Ces grands objectifs " surplombent " en quelque sorte les objectifs plus spécialisés ou thématiques de multiples organisations. En ce sens, ils relèvent de la même démarche que

celle des mouvements d'éducation populaire traditionnels.

ATTAC rejoint également leur logique par sa dynamique de formation et d'auto-formation de ses membres. Quiconque a participé à l'une des activités des quelque 130 comités locaux de l'association en France (et elles se comptent par centaines chaque mois) a pu noter l'immense volonté d'apprendre des militants, qui se traduit par de multiples conférences-débats, par des expositions, par l'édition de brochures, par des livres dont l'un est déjà publié (3) et d'autres en cours de publication, par des travaux de vulgarisation et des sessions de formation assurées par les comités eux-mêmes avec les ressources du cru. ATTAC - sous l'impulsion de son conseil scientifique regroupant des universitaires, des chercheurs et des syndicalistes - s'est transformée en une université populaire à l'échelle du pays et, très logiquement, elle va organiser à la fin du mois d'août, à La Ciotat, une université d'été méritant véritablement son nom. Mais cette soif d'apprendre, d'appréhender des mécanismes économiques et financiers que l'on nous présente volontiers comme réservés aux " experts " a une finalité bien précise : agir. Comprendre pour agir.

Le militant type d'ATTAC (et les quelque 17 500 membres que compte actuellement l'association sont autant de militants types !) se plonge dans les documents, notamment ceux publiés sur le site Internet de l'association, mais il descend aussi dans la rue. Il ne sépare pas l'apprentissage des rouages de l'OMC ou de la spéculation sur les marchés des changes de la distribution de tracts, de la signature de pétitions, de l'interpellation des élus et de la participation à des manifestations. C'est ainsi que, le 27 novembre dernier, trois jours avant le début de la " bataille " de Seattle, l'association avec beaucoup d'autres, a pu organiser 80 manifestations en France métropolitaine et d'outre-mer, qui ont rassemblé près de 70 000 personnes.

C'est pourquoi ATTAC peut, à juste titre croyons-nous, se définir comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Action nationale, mais aussi européenne et internationale contre les ravages de l'ultralibéralisme et pour, comme le dit sa plate-forme, "reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière" et "se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde" .



attac

(1) Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP).

(2) Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), 9 bis, rue de Valence, 75005 Paris. Tél. : 01 43 36 26 26. Fax : 01 43 36 26 26. Courriel : <attac@attac.org>
Site Internet : <<http://attac.org>>

(3) ATTAC, Contre la dictature des marchés (sous la direction de Bernard Cassen, Liêm Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert), La Dispute/Syllepse/VO Editions, Paris, 1999, 158 pages, 35 F.

Article publié dans "Politis" n° 29, hors-série, daté février-mars (25 F), et consacré à "L'éducation populaire, le retour de l'utopie"

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Vendredi : GARDANNE – MONTREUIL – ALBI – CHATEAUROUX – BREST – PONTOISE
- Samedi : LYON – AJACCIO – DUNKERQUE – CHATEAU THIERRY – PATHENAY – NANTES – LA DEFENSE – TOULON
- Lundi : FORCALQUIER – NANCY – BELLEGARDE
- Mardi : SALON DE PROVENCE – POITIERS - VALENCIENNES